

Journal des étudiant.e.s

LE POLEMIQUE

de science politique et d'études internationales

REPENSER LE POUVOIR SUR LA SCÈNE NATIONALE - INTERNATIONALE AU XXIÈME SIÈCLE



@ Chiara Del
Corso

NOS 6 RUBRIQUES

Société

Féminisme

Sport

International

National

Idées

SOMMAIRE

2-3

Mots de la présidence

Par Zoé Decros et Matthias Baptista

4-5

**Intelligence artificielle et éthique :
qui détient le pouvoir sur notre
avenir ?**

Par Alix Beaupré

5-6

**En quoi les réseaux sociaux ont-ils
bouleversé l'implication politique
des jeunes au sein de la société ?**

Par Laila Abed Ali

7

**Se raccrocher au pouvoir : un virus
pour la cause féministe**

Par Bianca Lara-Maletto

8-9

**Football mondial : État des lieux
d'un système pervers**

Matthias Baptista

10-11

**Les multinationales, déjà
obsoètes?**

Par Marie-Sarah Visset

12-13

**La « pétrocratie » canadienne : un
réel pouvoir ?**

*Par Julianne Bilodeau et Florence
Karadjov*

14-15

**Remédier à la polarisation : la
trans-partisanerie nous sauvera-
t-elle ?**

Par Lino Juhel

15-16

**Le pouvoir des images : de
l'importance de la représentation
dans le cinéma**

Par Kalya Nzesseu

16-17

**Une dernière chance pour sauver
l'humanité ?**

**L'anarchie et la condamnation du
pouvoir en tant que système de
domination.**

Par Lola Christophe

18-20

Nos coups de ♥

21

Jeux

MOT DE LA PRÉSIDENTENCE

Matthias Baptista

Repenser le pouvoir, c'est aussi accepter d'y participer et arrêter d'être résigné.

La première puissance mondiale est fracturée de toutes parts. L'Europe doute profondément. La guerre revient plus que jamais. Le monde se polarise. Par-dessus tout, la crise climatique nous force à regarder le capitalisme autrement.

Est-il temps d'être négatif ? D'abandonner ? De délaisser le monde politique ?

Durant mes 3 années en études internationales, j'ai vu beaucoup de personnes avec des convictions fortes, remplies de contestations. Pour autant, de plus en plus, je m'étonne de voir le délaissement du monde de la politique active dans les plans de carrières de mes camarades.

Alors que dans cette publication nous nous intéressons à la notion de pouvoir, il est inquiétant de constater le désengagement de la jeunesse auprès du monde politique.

Toujours dans l'histoire politique, la tension s'est opérée entre passivité et initiative. Toujours, il a été question d'entreprises idéologiques. Le monde dans lequel nous vivons est certes effrayant, mais n'abandonnons pas la lutte des idées !

Qu'arrivera-t-il lorsque tous les gens bienveillants auront délaissé le champ de la politique ? Qui gouvernera ? Le pire sera-t-il derrière nous ou devant nous ?

Que l'on soit de droite ou de gauche, la plus grande erreur est d'abandonner et de laisser la place. Aujourd'hui nos démocraties sont malades : malades de l'abstention, malades du désintérêt, malades de la violence des bulles numériques. Laisser la place, c'est laisser place au vide idéologique. Ne laissons pas le champ libre aux opportunistes et aux marchands de sable. Le risque est beaucoup plus grand que de perdre sur le plan des idées.

Ce qui compte ce n'est pas la chute, mais l'atterrissage. À nous de donner envie de participer au monde politique. Révolutionnons les lignes du pouvoir, entourons-nous de la société civile. Produisons des parlements représentatifs. Réformons nos institutions, si nécessaire. Abordons les derniers acteurs rationnels. Il nous incombe de reconstruire le lien politique et la confiance, de développer des projets réalisables et souhaitables pour notre futur et de rompre avec ce système à bout de souffle. Il faudra toujours des idées radicales pour faire pression, mais une chose est certaine : si les faits et la nuance disparaissent dans le débat public, le chaos est inéluctable. Une minorité souhaite le chaos, mais je ne crois pas que la majorité le veuille réellement.

Notre génération dans notre monde occidentale n'a jamais connu la guerre et la destruction. La majorité silencieuse doit répondre présente, si elle ne veut pas se réveiller dans un monde en perdition. Si le régime du pouvoir vous excède, si les mécaniques pour y accéder vous paraissent injustes, n'abandonnez pas pour autant le pouvoir des idées, de la confrontation, celui du monde politique. Ne nous y trompons pas. Les individus qui participent au monde politique sont fous parce qu'ils savent les risques qu'ils prennent ou fous parce qu'ils ne savent pas les risques qu'ils prennent.

Oui, le monde politique est un monde de fous, mais c'est à nous de le changer.

À nous de porter des valeurs rationnelles, de parler autour des faits. Arrêtons de construire des partis remplis de haine et d'hypocrisie. Si l'écologie demande de passer au premier plan, inondons la politique de cela. Si les inégalités sont illégitimes, construisons des projets contestataires. Si des minorités sont encore trop discriminées, stoppons ces anomalies. Chaque individu devra apporter sa pierre. De nouveaux narratifs sont possibles. N'arrêtons pas de débattre et arrêtons de contester le système sans rien faire pour y remédier. Beaucoup d'entre nous choisirons le militantisme, mais n'oublions pas de l'accompagner d'un projet pour le monde politique pure de façon à faire corps ensemble. Aujourd'hui, trop de membres de l'agora politique construisent leur carrière sur le terrassement de l'autre, mais en définitive nous ne pourrions pas faire société ensemble si le but de chacun est de détruire l'autre.

Oui, les défis sont majeurs, mais ne tombons pas dans une violence humaine. Continuons de convaincre sur le plan des idées. Dénonçons les campagnes malhonnêtes. Acceptons le champ de la démocratie et battons-nous seulement de façon rationnelle. Et surtout, allons voter !



Zoé Decros

La science politique est-elle de nature associée à la science du pouvoir ? De l'assujettissement et de l'obéissance ? Source de débats et de réflexions, la notion du pouvoir et sa relation avec l'état moderne, ne cesse de monopoliser l'intelligentsia contemporain à travers les siècles. C'est dans les mots de La Boétie, et plus particulièrement dans son fameux ouvrage « Le discours de la servitude volontaire » qu'apparaît la première critique moderne de notre relation avec le pouvoir, et son instrumentalisation étatique.

Aujourd'hui, et avec cette semestrielle, nous voulions nous aussi contribuer à penser cette notion du pouvoir et la manière dont il se répartit dans nos sociétés, guidé par un monde unipolaire, bipolaire et multipolaire. Aujourd'hui où en sommes-nous finalement ? Devons-nous encore une fois estimer où seront les pôles des prochaines puissances mondiales. Certain-e-s expert-e-s s'accordent sur l'Afrique, d'autre sur l'Inde. Mais finalement, ne devrions-nous pas d'avantage nous attarder sur une autre perspective. Sur un point de vue novateur qui tenterait de reprendre Notre pouvoir, celui inhérent à notre être, celui qui nous pousserait à imaginer le pouvoir comme une denrée collective et non individuelle. Une perspective qui détache la sciences politique avec celle de l'obéissance et du pouvoir.

De mon point de vue, c'est ce que souhaite avec cette semestrielle, et c'est pourquoi j'ai décidé de vous partager cette brève réflexion.

Si le rôle de la parole, ne sert non pas qu'à s'exprimer, mais à penser, alors qu'en ai-t-il des mots ? De la résonance qu'iel nous procure ?

Pouvoir. Quel étrange mot, ne trouvez-vous pas ? Comment un si petit mot, peut-il à la fois exprimer cette capacité d'action et susciter tous ces imaginaires liés à la domination, à l'oppression, et à l'irritation. Perdu dans une sphère politique vide et désunie, le pouvoir assujetti, opprime et réplique, là où la désobéissance agit. Réunie de cœur avec la violence, l'obéissance et l'asservissement, notre liberté se perd dans les discours des démagogues de l'égalité et de la fraternité. L'infantilisation, et la déresponsabilisation de l'un et l'une, font de nous des êtres volontairement asservis, dans une société malheureuse. Une société dont le pouvoir n'est pas sien, mais bien le sien. Une union inégale, ou la condition première est l'abandon de ma liberté en vertu du paradoxe sécuritaire contemporain.

Souvent attribués à des pôles, les tyrans exercent ce pouvoir d'une main de fer sur des cerveaux moux et endormis. Egaré dans le divertissement et la culture de l'image, le marché des idées et des mots, nous engouffre dans une voie victimaire, sans issue. Nul ne peut se blâmer victime sans avoir essayer de regarder ses fautes. Il ne faut pas démystifier ou nier l'histoire des peuples opprimées, mais davantage de leurs offrir une porte de sortie, de pensée. Un chemin qui invite à repenser le pouvoir-commun au détriment du pouvoir d'un seul.

La puissance ne réside dans les mots d'un seul, que si nous lui donnons la possibilité de le faire, et de ne pas nous révolter. La violence n'est en rien ici requise, mais le rejet et la désobéissance le sont. Arrêter de s'assujettir volontairement, c'est avant tout arrêter de nier notre dépendance au confort et aux vérités confortables. La condition de la pluralité, est ainsi requise pour encourager un pouvoir guidé par une beauté morale et un courage collectif. Afin, in fine d'affronter ensemble non notre dominant, mais la résonance que nous donnons et que nous projetons à l'étymologie du mot pouvoir.

Je vous laisserais ainsi sur ces mots d'Hannah Arendt : « **La puissance jaillit parmi les hommes lorsqu'ils agissent ensemble, et retombe dès qu'ils se dispersent** ».



Intelligence artificielle et éthique : qui détient le pouvoir sur notre avenir ?

Par Alix Beaupré

Dans un monde où l'innovation technologique ne cesse de croître, l'intelligence artificielle (IA) devient une avancée prometteuse mais controversée. Au cœur de cette révolution numérique, se trouve une question fondamentale : qui détient véritablement le pouvoir sur notre avenir ? Entre les aspirations technologiques et les préoccupations éthiques, le débat s'intensifie, donnant lieu à un conflit d'envergure internationale.

Les promesses de l'IA : Avancées et opportunités

L'intelligence artificielle dispose d'une gamme importante d'applications qui pourraient améliorer nos vies. Par exemple, en médecine, elle révolutionne le diagnostic en analysant rapidement de grandes quantités de données médicales, ce qui permet des traitements plus précis et personnalisés. Dans l'industrie, elle favorise l'optimisation des processus de fabrication et augmente l'efficacité des chaînes d'approvisionnement. Dans le domaine des transports, elle sert de guide pour des véhicules autonomes plus sûrs et une gestion du trafic plus efficace. Ces avancées auront, par conséquent, un impact significatif sur la société dans de multiples domaines, notamment la santé, l'économie et la gestion des ressources.

Les menaces de l'IA : Risques et préoccupations

Cependant, derrière ces promesses se cachent également des dangers potentiels pour l'humanité. Tout d'abord, la transparence et l'explicabilité des algorithmes suscitent des inquiétudes croissantes.



Les résultats des systèmes d'IA peuvent être considérés comme arbitraires ou inexplicables. Ainsi, sans une compréhension explicite des décisions, il est difficile de garantir un comportement à la fois éthique et juste.

La protection des données personnelles est également préoccupante. Les systèmes d'IA nécessitent souvent de grands ensembles de données, ce qui peut susciter des inquiétudes quant à la vie privée et à la sécurité des informations. Par ailleurs, les risques d'atteintes à la vie privée et de fuite de données sont susceptibles de miner la confiance du public dans ces technologies.

De plus, l'impact sur l'emploi est une source d'inquiétude majeure. Bien que de nouveaux emplois puissent émerger dans des domaines liés à l'IA, la transition vers une économie axée sur la technologie pourrait être difficile pour de nombreuses personnes. En effet, l'automatisation des tâches routinières pourrait entraîner des pertes d'emploi dans divers domaines, ce qui augmenterait les inégalités économiques et sociales.

Enfin, l'utilisation de l'IA à des fins militaires soulève également des questions éthiques. Les systèmes d'IA autonomes pourraient être utilisés dans des opérations militaires, qui ne prennent, par conséquent, pas en compte le jugement humain. La course à l'armement dans le domaine de l'IA pourrait également conduire à une dangereuse augmentation des tensions géopolitiques.

Qui détient le pouvoir sur l'IA ?

La question du contrôle de l'intelligence artificielle est au centre des débats. Les géants de la technologie, tels que Google, Facebook, Amazon et d'autres, exercent une grande influence sur le paysage de l'IA. Cependant, cette domination fait craindre une potentielle concentration de pouvoir entre les mains de quelques acteurs privés, ce qui entraînerait une perte de diversité et de concurrence. De plus, de nombreuses personnes craignent que les entreprises priorisent les intérêts commerciaux au détriment des valeurs éthiques et sociales. Ainsi, on peut se demander qui doit définir les limites de l'IA ? Les gouvernements, les entreprises, les communautés scientifiques ou un autre acteur ?

@ Vectorportal



En quoi les réseaux sociaux ont-ils bouleversé l'implication politique des jeunes au sein de la société ?

Par Laila Abed Ali

Nous vivons dans une ère ancrée dans l'innovation technologique, où les réseaux sociaux ont bâti un empire basé sur les échanges entre les individus. En effet, nous avons aujourd'hui besoin d'Internet pour communiquer avec nos proches, recevoir des informations en général, mais plus particulièrement pour s'ouvrir au monde.

64,5 % de la population mondiale utilise les réseaux sociaux, mais le groupe le plus concerné par cette robotisation des relations humaines demeure les personnes âgées de 16 à 25 ans. Comment cela impacte-t-il la société en tant que telle et quels bénéfices pouvons-nous en tirer ?

Les réseaux sociaux offrent un accès facile et rapide à une variété d'informations politiques. Les jeunes peuvent suivre des comptes de médias, de personnalités politiques et d'organisations pour rester informés sur les dernières nouvelles et les enjeux politiques. En effet, en cas d'événement social ou politique majeur, l'information apparaît directement sur les feeds instagram sans même avoir à la chercher. Plusieurs exemples peuvent nous venir en tête, tel que le mouvement Black Lives Matter (BLM) en 2020, qui a été amplifié et largement diffusé à travers les réseaux sociaux, jouant un rôle crucial dans sa visibilité et sa mobilisation. Les réseaux sociaux ont permis de sensibiliser à grande échelle aux problèmes de brutalité policière et d'injustice raciale auxquels sont confrontées les communautés noires. Des vidéos, des témoignages et des histoires partagés sur des plateformes comme Twitter, Instagram et Facebook ont pu éduquer les internautes sur les réalités de la discrimination systémique. Nous avons pu assister à une vague de soutien notamment avec le changement des photos de profils ou la publication de posts poignants sur les différentes plateformes.



@ Nahomi Hernandez

@ creativemarket.com

Éthique de l'IA : un chantier en construction

L'éthique de l'intelligence artificielle représente un champ d'action essentiel pour encadrer son utilisation. Des questions cruciales émergent, notamment concernant la transparence et la responsabilité. En effet, les risques liés à la discrimination, à la vie privée ou encore à la sécurité des données exigent une surveillance continue et des réglementations adaptées pour prévenir les dérives. Néanmoins, malgré les appels à la mise en œuvre universelle des principes éthiques, la mise en pratique de ces principes reste un problème.

Ainsi, même si l'IA a le potentiel de révolutionner notre société, sa quête du pouvoir sur notre avenir doit être équilibrée et implique une approche éthique reposant sur le principe de responsabilité partagée. Seul un engagement collectif en faveur d'une IA éthique garantira que l'IA évolue comme un outil au service de l'humanité, et non comme une force qui nous échappe.



@ Pxhere

Société

Les réseaux sociaux sont également utilisés pour organiser des manifestations, des rassemblements et des protestations. Ainsi, nous pouvons mentionner un événement plus récent qui est la situation actuelle en Palestine. Depuis le 7 octobre 2023, le conflit israélo-palestinien enflamme la toile, où chaque personne peut partager son soutien au peuple palestinien comme aux otages israéliens. Un symbole a été créé pour la Palestine, celui de la pastèque. En effet, nous pouvons le retrouver près des noms d'utilisateurs ou encore sur les photos de profils. Il a été créé afin de limiter les mentions à la « Palestine » sur Tik Tok, qui restreint le partage d'informations politiques autour de la cause. Cela prouve que les utilisateurs ont à cœur le partage de leurs opinions politiques, malgré les potentielles restrictions sur les plateformes. Des rendez-vous pour des manifestations au nom du mouvement « Free Palestine » sont publiés dans l'ensemble des applications rassemblant un grand nombre de militants à travers le monde, dont la majorité ayant moins de 30 ans.

En bref, les réseaux sociaux fournissent une plateforme où les jeunes peuvent exprimer leurs opinions politiques, partager leurs idées et participer à des discussions. Cela leur donne un sentiment d'appartenance et d'impact dans le processus politique. Twitter (nouvellement X) a d'ailleurs profondément influencé l'engagement politique des jeunes en leur offrant une plateforme dynamique pour discuter en temps réel des enjeux politiques. Cette plateforme est souvent utilisée pour amplifier les voix marginalisées et mettre en lumière des problèmes sociaux souvent négligés par les médias traditionnels. En partageant des idées et des informations sur des questions politiques, les jeunes peuvent influencer l'opinion publique et contribuer à façonner les débats publics. En somme, Twitter/X joue un rôle crucial dans l'engagement politique des jeunes en leur offrant une plateforme pour s'informer, s'exprimer et agir sur les questions qui leur tiennent à cœur.

Cependant, malgré ses avantages en tant que plateforme de communication et d'engagement politique, elle présente plusieurs problèmes notables. Parmi ceux-ci, on compte la propagation rapide de la désinformation, le cyberharcèlement et le discours de haine, ainsi que les controverses entourant la modération du contenu et la censure. Un exemple concret de polémique récente sur X, serait la potentielle ouverture de la cérémonie des Jeux olympiques par la chanteuse Aya Nakamura. Une vague d'avis négatifs s'est emparée de la plateforme laissant place à des remarques racistes et infondées concernant le choix de l'interprète. Le problème des réseaux sociaux est alors le droit que s'octroient les internautes de donner leur avis. En effet, dans le meilleur des cas, cela peut aider à soutenir une cause, mais dans l'autre, internet peut se transformer en gouffre de haine et de cyber-violence.

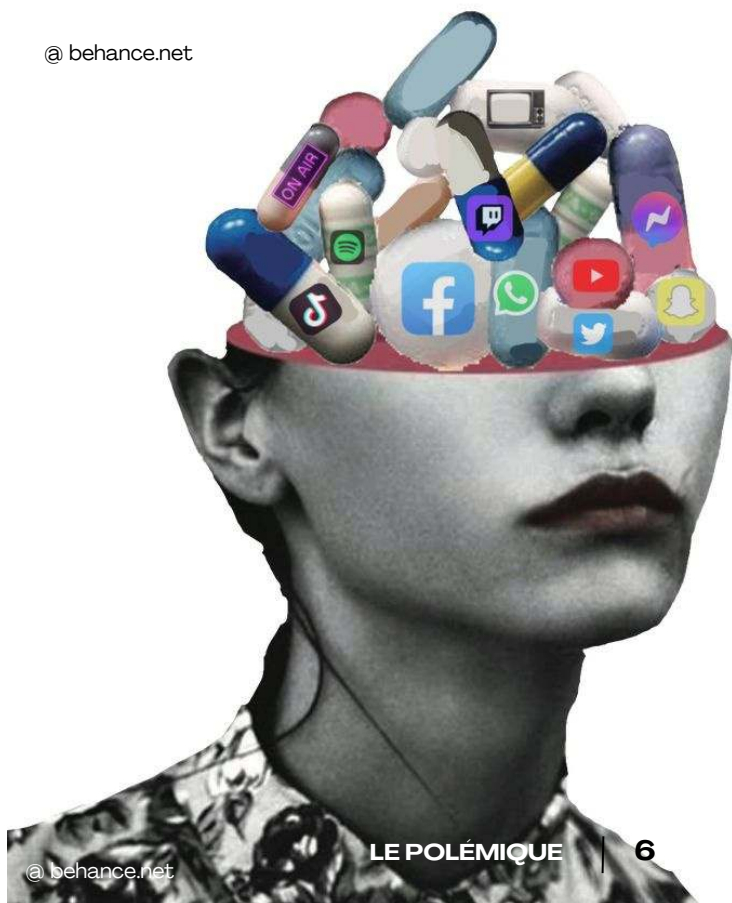
Un autre fait intéressant quant à l'engagement politique sur les réseaux sociaux et l'engagement des politiciens eux-mêmes. En effet, tous les politiciens actuels possèdent au moins un réseau social.



L'idéologie se base sur une envie d'influence constante chez les jeunes. Certains vont même jusqu'à jouer sur le côté comique de la chose tel que le Premier ministre français Gabriel Attal, présent sur la plateforme de photos instantanées récemment créée : « BeReal ».

En conclusion, les réseaux sociaux ont profondément bouleversé l'implication politique des jeunes au sein de la société en offrant une plateforme sans précédent pour s'exprimer, se mobiliser et s'engager politiquement. Ils favorisent la diffusion rapide de l'information et la création de communautés en ligne, permettant aux jeunes de se connecter et de se soutenir mutuellement dans leurs causes et dans leurs luttes. Cependant, ces mêmes réseaux sociaux peuvent également être le lieu de la désinformation, du harcèlement en ligne et de la polarisation, ce qui souligne l'importance d'une utilisation responsable et critique de ces plateformes. En fin de compte, les réseaux sociaux représentent à la fois une opportunité et un défi pour l'implication politique des jeunes, et leur impact continuera de façonner le paysage politique dans les années à venir.

@ behance.net



@ behance.net

Féminisme

Se raccrocher au pouvoir : un virus pour la cause féministe

Par Bianca Lara-Maletto

Depuis quelques années, le féminisme libéral a gagné en popularité et demeure, à ce jour, le type de féminisme le plus dominant dans les discours politiques. À travers le capitalisme, la femme serait alors en mesure de s'émanciper et d'atteindre les mêmes droits et libertés que les hommes. En misant sur l'épanouissement socio-économique à un niveau individuel, les femmes se retrouvent rapidement dans des dynamiques de pouvoir avec les autres individus. Ainsi, il mérite de se questionner sur la place du pouvoir dans les mouvements féministes. Le féminisme, qui revendique un changement radical dans les systèmes d'oppression, ne concorde pas avec la quête du pouvoir. Vouloir acquérir un pouvoir sur l'autre serait reproduire les dynamiques qui ont mis les femmes dans une position de subordination étatique et sociale à la base.

Un des nombreux enjeux du féminisme libéral est son pouvoir de briser les communautés. Il requiert un empowerment individualiste et non collectif chez les femmes. Né du capitalisme, l'individualisme mise alors sur le rejet de l'activisme politique, un outil pourtant crucial aux combats féministes, anti-coloniaux et anti-racistes. Il souhaite plutôt maintenir le statu quo dans le but de remplir les poches des élites, et efface continuellement l'aspect communautaire de la résistance aux systèmes d'oppression. En s'échappant de la domination masculine, la femme est invitée à dominer à son tour dans un monde capitaliste. Cela dit, ces mécanismes de pouvoir se reproduisent entre femmes et accentuent la marginalisation des individus qui subissent des discriminations au-delà du genre, d'où l'importance de prendre en compte l'intersectionnalité des systèmes de domination.

@ Chiara Del Corso



Angela McRobbie a d'ailleurs longuement critiqué les nouvelles vagues de féminisme dans un monde néolibéral comme celui d'aujourd'hui. Le postféminisme viendrait de l'idée que le féminisme est mort et qu'il n'y a plus lieu de lutter politiquement pour les droits des femmes, car ceux-ci auraient été obtenus. Pour atteindre le même niveau de succès que les hommes, elles doivent se conformer aux valeurs capitalistes, qui à leur tour accentuent les divisions raciales et maintiennent le pouvoir des élites. Même si certaines réussissent à entrer dans ces cercles, leur pouvoir ne tient qu'à un fil. Ainsi, la quête du pouvoir, se liant à la quête d'argent, détruit l'idée même du féminisme.

De joindre le féminisme au libéralisme a finalement permis aux élites de tirer des profits sous prétexte que les femmes atteindraient l'égalité à travers l'acquisition de biens. Or, la liberté individuelle ne vaut rien si une majorité des femmes ne voit pas cet épanouissement économique. Encore aujourd'hui, les femmes sont toujours plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les hommes. De se réjouir en voyant que des femmes font maintenant partie des milliardaires est un faux pas pour le mouvement. La seule façon pour elles d'avoir atteint ce pouvoir est à travers le renforcement de mécanismes d'oppression. Leur surconsommation, qu'elles exposent sur leurs médias sociaux, nourrit l'idée que l'objectif ultime pour les femmes est d'incorporer ces milieux privilégiés. Cela dit, pour avoir des privilèges, il faut que d'autres individus n'en aient pas. Ainsi, le féminisme qu'elles vendent n'est plus une résistance politique au patriarcat, mais un renforcement de celui-ci.

@ Chiara Del Corso



Football mondial : État des lieux d'un système pervers

Par Matthias Baptista

Le 24 novembre 2022, à la veille de la coupe du monde au Qatar, une résolution européenne statuant sur la coupe du monde définissait le football mondial à travers une « corruption encore endémique ».

Le 20 août 2023, après la victoire de l'Espagne à la Coupe du monde féminine de football, Luis Rubiales embrassait le milieu de terrain Jennifer Hermoso lors de la cérémonie de remise des trophées. Ces deux faits sont peut-être différents dans leur immoralité structurante. Ils mettent néanmoins la lumière sur un système pervers, corrompu moralement. Les gouvernants de ce système font ce qu'ils veulent. Le budget 2023-2026 de la FIFA prévoit une considérable augmentation de 4 560 millions de dollars grâce à l'évolution des produits d'exploitations, qui sont portés à un total de 11 milliards de dollars. Ces chiffres nous rappellent le poids financier et culturel que constitue la fédération dans le monde. Ces revenus nous obligent à comprendre que le foot a un impact réel dans notre système et nous lie de près ou de loin à son état. Voyons ici, pourquoi le football peut être associé à la notion structurelle d'abus et comprenons les risques de s'attaquer directement aux problèmes apparents sans repenser réellement le pouvoir.

Il est peu probable que quelqu'un, dans un pays où la sélection nationale prenait part à la coupe du monde, ne sache pas que son organisation au Qatar a posé des questions morales importantes. La vie de milliers d'êtres humains, l'impact écologique et la répercussion financière auprès d'un régime autoritaire, nous ont interpellés collectivement. La coupe du monde au Qatar a fait couler beaucoup d'encre et a particulièrement attiré l'attention du football mondial dans sa capacité d'organisation, faisant presque oublier tous les autres maux. Pour autant, la mise en lumière des problématiques engendrées par cet événement ne vient pas de nulle part. Elles sont intimement liées à un système complexe qui essaie de lutter face à des démons. En 2015, le « FIFA Gate éclate et entraîne la chute de Sepp Blatter, président de la FIFA. Au total, 9 hauts responsables ont été inculpés pour « racket, fraude, et blanchiment d'argent sur une période de 25 ans ». C'est tout un système d'impunité qui a été mis en lumière. Plusieurs coupes du monde ainsi que des contrats de marketing ont directement été mis en cause. À l'époque, l'espoir d'un football éthique naissait. Pourtant à l'heure du bilan, seulement 3 accusés ont été condamnés. La justice n'a pas déterminé de liens entre corruption et attribution de la coupe du monde au Qatar. Face aux espoirs, « le FIFA Gate », n'a pas permis beaucoup de débouchés juridiques et n'a pas éteint l'impunité.

Depuis le « FIFA Gate », plusieurs autres affaires de corruption ont mis en cause des dirigeants du football mondial, avec un système récurrent d'omerta. En 2020, par exemple, Ahmad Ahmad, le président de la Confédération africaine de football (CAF), a été exclu par la FIFA pour une durée de 5 ans et a dû payer une amende de 185 000 euros pour détournement de fonds. En 2019, ce n'est pas moins de 130 millions de dollars que la Confédération américaine du football (CONMEBOL), récupérait dans sa lutte contre le détournement de fonds. La corruption comprend de larges systèmes, mêlant matchs truqués et dissimulations, et prend racine majoritairement dans les pays en développement. La FIFA, chargée de réguler avec les instances juridiques nationales, est souvent au fait des affaires et joue de ses positions pour mener à bien des stratégies politiques. Selon les observateurs, il est opéré une mise en tutelle de certaines zones géographiques, particulièrement depuis la présidence de Gianni Infantino. Un placement irrégulier de soutiens est effectué par la haute gouvernance dans les postes clés. Le but est de poursuivre une politique expansive à travers un réseau de soutiens solides. Pour Babacar Ndw Faye, rédacteur en chef du site d'informations sénégalais Emedia : « Il y a un potentiel, mais tout le monde se sert du foot comme d'un outil d'influence. Le football est une source de pouvoir, une source de financement pour une bonne partie des dirigeants et il participe à la corruption des gouvernements ».

Là où la question abusive du football prend un autre chemin dans l'imaginaire collectif, c'est dans les cas d'abus sexuels. Pour peu que des malversations dans le football soient mises en avant dans l'espace médiatique, elles le sont majoritairement pour des questions de corruption. Rarement, la médiatisation existe pour des questions de violences sexuelles. Ces questions sont cantonnées aux faits divers. Pourtant, le sujet des abus sexuels au sein de la formation des jeunes footballeurs et footballeuses est loin d'être minoritaire. Au sein des instances nationales de football, le sujet touche le monde entier. Une enquête indépendante, à la suite des scandales au sein de la National Women's Soccer League, évoque dans ce sens des « inconduites sexuelles systémiques » alors que nous parlons ici, de la fédération féminine de football la plus titrée ; c'est dire le problème structurel des violences sexuelles dans le monde du foot. En mars 2022, Ed Aarons, Romain Molina et Suzanne Wrack, trois journalistes spécialisés dans les cas des violences sexuelles dans le sport, s'employaient dans les tribunes du Guardian, à faire un comptage des accusations d'abus sexuels des dernières années au sein des fédérations de football. Dans leur article, 18 fédérations, allant de l'Argentine au Zimbabwe, sont citées pour des cas d'abus. Lors des dix dernières années, ce sont des fédérations entières qui sont tombées, comme celle de l'Islande ou celle de la France. Récemment, la FIFA a encore fait preuve d'impunité en n'agissant pas sur la recommandation d'une enquête indépendante, en novembre, selon laquelle le président de l'association gabonaise de football devrait être immédiatement suspendu après les cas nombreux d'abus sexuels sur mineurs.

Sport

Les cas de démantèlements sont rares face à la quantité d'affaires. Au comptage visible dans le Guardian, s'ajoute une liste encore plus grande de fédérations mises en cause pour les mêmes sujets, mais sans conséquences. Face à cette récurrence des cas avérés ou suspects, la FIFA et les instances continentales sont accusées de ne pas suffisamment sévir, voire de participer à l'omerta en couvrant des cadres qui agissent dans la même impunité que celle visible dans la corruption. Ce n'est que depuis 2022, lors du congrès de la FIFA que l'instance, a décidé d'abolir la prescription disciplinaire en cas d'agression, qui était avant fixée à 10 ans. Cette avancée est minime face à l'ampleur du problème. La culture du secret oblige un grand nombre de footballeurs et footballeuses victimes, à se soumettre au silence face à un système qui ne s'empare pas activement de la question.

Si les consommateurs du football ne sont pas forcément dérangés par le système actuel lié à l'abus, ils le sont ponctuellement quand les agissements financiers immoraux, mènent à de grands bouleversements contestés tels que cela a pu être le cas avec la coupe du monde au Qatar. Ils sont aussi pris d'un engouement général de contestation en Europe, lorsqu'il est question de créer une super ligue, mettant en péril, les ligues nationales de football. La super ligue a comme seule volonté de créer un système de franchise européen fermant définitivement la porte au football populaire et associatif dans l'accession aux coupes d'Europe. La FIFA et les instances de gouvernances, sont, en fait, dans l'impunité habituelle tant que leurs agissements ne dépassent pas un plafond de verre dans l'acceptation générale. Il y a un double système entre l'officiel et l'officieux, accepté tant qu'il ne dérange pas trop le terrain directement. La corruption parfois, fait parler. Les abus sexuels couverts et trop réguliers, eux, font rarement les gros titres. Il est d'autant plus marquant que nous pourrions rajouter ici, d'autres abus comme la répulsion structurelle homophobe, le sexisme ambiant ou encore les problèmes à l'encontre du droit du travail.



@ Matthias Baptista



@ Ben Sutherland / Flickr

Globalement, nous constatons que les abus dans le football ne sont pas en régression, ne l'ont jamais été, et ne le serons pas tant que les grosses polémiques effacent le problème global : l'impunité. La coupe du monde très douteuse, en 2034, pressentie en Arabie Saoudite, en est une preuve de plus. Le FIFA Gate n'a pas fait diminuer le nombre de cas d'abus dans les différents domaines. Il est certain que la diffusion de l'information sert à lutter contre les malversations et met davantage en lumière les problèmes. Cependant, il est important de ne pas nous faire avoir par la place qu'a prise la polémique du Qatar ou d'autres ponctuelles, en oubliant que le football mondial continue de souffrir d'autres maux globaux. Surtout, ne laissons pas le football retourner à ses abus, en délaissant les autres problématiques, et en délaissant le suivi de l'affaire. Il serait par ailleurs dangereux de vouloir simplifier le problème. Le Qatar comme le baiser de Luis Rubiales est le résultat d'une imputabilité collective, doublé d'un système purement capitaliste. Nous sommes à des années-lumière d'une fédération associative mondiale bienveillante. Le seul but de la FIFA est de faire de l'argent et d'assouvir les besoins de ses dirigeants. Pensons, cette réalité, à travers la surmédiation du football, comme un moyen d'alerter sur les pratiques fermées du sport. Le football est loin d'être le seul sport victime des agissements de la part de ses gouvernants.

Dans la finalité, entendons ces sujets, comme des limites des systèmes privés à visée publique, pour les réguler au maximum en s'attaquant à la base des problématiques. Prônons une justice fiable. Espérons collectivement davantage de contre-pouvoirs internes et de transparence. Stoppons le « tout profit » qui voit les ligues nationales mourir à petit feu. Revenons à un système continental des clubs qui préserve les ligues nationales en rétablissant des quotas. Demandons que les cycles médiatiques de malversation mènent à de réels débouchés juridiques. Attendons que le foot, le beau jeu par excellence, continue de nous faire rêver, et encore plus par son avancée structurante dans ses gouvernances et sa formation. Le football est dépendant de ses spectateurs. Visions alors un nouveau cycle, qui devra passer par une investigation forte, mais aussi par un relais éclairé et global, des différents types d'abus. Réfléchissons à des systèmes de coopératives pour que le foot reste une affaire du peuple. Si nous le pouvons, participons à la gouvernance à nos échelles. Parce que ponctuellement, nous ne pouvons pas dénoncer et la majorité du temps faire comme si de rien n'était, en laissant l'impunité continuer.

Amoureux du foot et du sport, luttons et prenons part pour que le football reste populaire, sain et accueillant.

International

@ Marie Sarah Visset



Quartier des affaires de Montréal

Les multinationales, déjà obsolètes ?

Par Marie-Sarah Visset

Alors que la fin du XXe siècle était marquée par le développement croissant et l'avènement certain des multinationales, leur influence dans les décennies à venir semble finalement compromise. Et si le XXIe siècle était en fait témoin d'une économie relocalisée et de chaînes de valeur raccourcies ?

« Les multinationales ne sont plus des entreprises, elles sont devenues des pouvoirs » déclarait l'auteur canadien Alain Deneault lors d'une interview en 2018. Il met ici en lumière l'influence de certaines firmes sur notre économie, mais également leur rôle dans de nombreuses sphères de notre société : éducation, santé, climat, etc. Cependant, le récent contexte sanitaire et géopolitique a sévèrement impacté le bon fonctionnement de notre système libéral actuel. Fondé à la fin de la Seconde Guerre mondiale, celui-ci repose entre autres sur une coopération multilatérale, le principe de sécurité collective et la suppression des barrières à l'échange. Et c'est justement grâce à ce système que des firmes transnationales (FTN) ont émergé à la fin des ----

années 1990, développant de véritables empires économiques à l'instar des « Géants du Web » qu'incarnent Google et Amazon ou encore Baidu et Alibaba.

Or, la crise de la COVID-19 a révélé au monde la fragilité des relations d'interdépendance entre les puissances étatiques et la logique de spécialisation systématique lorsque les échanges sont rendus impossibles. Elle constitue ainsi l'un des premiers éléments déclencheurs de cette perte d'influence. Le Québec, premier spectateur de cette dépendance, lorsqu'il a fallu mettre à disposition plusieurs milliers de masques en 2020, a depuis décidé de travailler sur sa résilience et sa compétitivité. À l'automne 2023, le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie « constatait [son] incapacité à fabriquer des masques au début de la pandémie de COVID-19, malgré leur simplicité de production ». Il a donc missionné l'entreprise de conseil Coboom et l'Association des professionnels en développement économique du Québec (APDEQ) pour sélectionner les industries des biens que la province importe en grandes quantités et de permettre leur implantation au Québec.

Par ailleurs, l'instabilité économique qui s'ensuit, exacerbée par la crise sanitaire, fut également responsable d'une certaine remise en question quant à la légitimité de l'ordre économique mondial. Finalement, la recrudescence de certaines tensions en Asie ou encore le retour de la guerre sur le territoire européen ont encouragé les gouvernements à prioriser leurs intérêts nationaux et à opérer davantage de manière unilatérale. C'est notamment ce dont est accusé le gouvernement américain dans sa rivalité avec la puissance chinoise, multipliant les subventions économiques pour ses entreprises dans le secteur des nouvelles technologies, particulièrement dans le développement des énergies vertes et de l'intelligence artificielle.

@ Gab-32 / DeviantArt



International

Or, l'un des plus grands avantages des multinationales repose justement sur leur capacité de fragmenter leur chaîne de valeur afin de bénéficier des avantages conférés par les différentes politiques et législations à travers le monde. De ce fait, si les États venaient à, de nouveau, fermer partiellement leurs frontières, perdre confiance en leurs partenaires commerciaux, ou devenir progressivement capables de subvenir à leurs besoins en s'appuyant sur des productions locales, les FTN pourraient avoir plus de difficultés à s'intégrer aux différents marchés régionaux.

En outre, une certaine volonté de justice sociale et environnementale est apparue au cours des dernières années. L'Union européenne (UE) en est un acteur clé : elle multiplie récemment les mesures allant à l'encontre des importations venant d'entreprises responsables de travail forcé ou encore celles considérées comme très polluantes. Le 26 janvier 2024, le Conseil de l'UE a effectivement adopté son mandat de négociation interdisant la mise à disposition sur le marché unique de l'Union et l'exportation vers des pays tiers des produits issus du travail forcé, selon la définition proposée par l'Organisation internationale du travail.



@ rawpixel.com

Les négociations interinstitutionnelles avec le Parlement doivent débiter pour faire de ce projet un véritable texte de loi. D'autre part, depuis le mois d'octobre 2023, l'UE applique une nouvelle taxe carbone à ses importations appelée « mécanisme d'ajustement carbone aux frontières », censée « empêcher la délocalisation d'entreprises polluantes dans des pays où les réglementations environnementales sont moins strictes ». À travers ces mesures, l'UE s'érige en tant que protectrice des droits humains et affirme sa lutte contre le dumping social et environnemental, deux pratiques dont les multinationales sont souvent portées responsables. Ainsi, si un importateur aussi influent que l'Ancien Continent concrétise de telles réglementations, certaines entreprises perdraient des parts de marché considérables et leur pouvoir d'influence serait par conséquent remis en question.

Finalement, certains auteurs convergent vers l'idée d'une future « démondialisation » à venir. Cette dernière correspondrait au processus de diminution et d'atténuation des échanges à l'échelle planétaire, répondant aux enjeux évoqués précédemment. François Leveque (2021) observe notamment que les « relocalisations et substitutions aux importations (...) sont devenues des mots d'ordre gouvernementaux largement partagés ». Ainsi, l'économie mondiale, de par le contexte géopolitique de cette dernière décennie et les enjeux sociaux et environnementaux récemment mis en avant, pourrait tendre à une relocalisation des industries et une réduction des chaînes de valeur. De ce fait, si la fréquence des échanges internationaux venait à diminuer, les activités des entreprises internationales pourraient être grandement compromises.

Alors que tout indiquait une puissance démesurée des multinationales, allant même parfois jusqu'à dépasser les pouvoirs juridictionnels et les capacités économiques des États, quelle forme prendra le système international dans un monde qui semble vouloir se refermer ?



@ Matthias Baptista

La « pétrocratie » canadienne : un réel pouvoir ?

Par Julianne Bilodeau et Florence Karadjov

Malgré la menace que pose la crise climatique pour la stabilité mondiale, les dirigeants à l'échelle mondiale ne semblent pas s'impliquer efficacement pour la lutte aux changements climatiques. Comment expliquer une telle inaction ?

Bien que plusieurs facteurs entrent en jeu, l'influence des compagnies pétrolières et gazières dans la politique mondiale et dans la politique canadienne est certainement la réponse la plus évidente. Effectivement, leurs stratégies de lobbying et de financement ainsi que leurs fortes ressources financières font d'eux des acteurs bien établis. Au Canada entre autres, entre 2011 et 2018, il a été possible d'observer 11 452 contacts entre les lobbyistes issus de l'industrie pétrolière et le gouvernement canadien. Ce lien privilégié augmenterait la pression sur les décideurs politiques pour qu'ils défendent les intérêts des compagnies pétrolières et aurait ainsi favorisé certaines subventions à leur égard à une hauteur de 1,8 milliard pour 2023. D'autre part, la présence de centaines de lobbyistes de l'industrie fossile dans les récentes COP à Glasgow, Charm el-Cheikh et Dubaï ainsi que le financement qu'ils octroient à de nombreux laboratoires d'idées et de médias qui travaillent à la diffusion du climatocépticisme sont aussi d'autres exemples de leur présence accrue à l'international.

Si elles investissent dans les théories climatocéptiques et entretiennent des relations étroites avec bon nombre de gouvernements, c'est davantage une manière de protéger leur industrie et leurs profits de politiques et réglementations strictes plutôt qu'une non-croyance aux effets qu'engendrent leurs activités sur l'environnement. En réalité, certaines multinationales comme Total connaissaient déjà dans les années 1970 les effets que l'exploitation de combustibles fossiles allait provoquer sur le réchauffement climatique en raison entre autres de la forte libération de CO₂ dans l'atmosphère. Cependant, aucune précaution n'a été prise par l'industrie, même en connaissance de cause.

Les divergences provinciales au Canada

Sur les questions de la lutte climatique, de l'exploitation fossile et de son financement, les divergences entre les provinces sont facilement notables et nécessaires à analyser pour comprendre les enjeux. Effectivement : là où le précédent gouvernement conservateur de l'Alberta avait aboli toute forme de tarification liée à la limitation du carbone en 2020, le gouvernement québécois octroyait une somme considérable à la bourse du carbone avec la Californie depuis 2019. Ce contraste flagrant entre les deux gouvernements quant à leur façon de gérer la conformité avec les réglementations sur l'industrie pétrolière se retrouve également dans leurs populations respectives.

En 2023, des sondages ont démontré que presque la majorité des Albertains s'oppose à l'imposition de plafonds tarifaires à l'égard des industries pétrolières, comparativement au Québec, où 9 Québécois sur 10 soutiennent la régulation des compagnies pétrolières dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Cette divergence manifeste entre l'Alberta et le Québec peut s'expliquer par le concept de « pétrocratie », développé par le géopoliticien Timothy Mitchell, où l'évolution des systèmes politiques d'un État concorde avec leur consommation énergétique.

En effet, l'industrie pétrolière est essentielle pour l'économie et le marché du travail de l'Alberta : 5,9 % de la population de la province œuvre dans cette industrie, alors qu'il n'y a aucune production de pétrole au Québec et que sa population consomme 12 % de pétrole en moins que celle des autres provinces. De plus, le Québec verse pratiquement l'intégralité de ses revenus générés par l'industrie du carbone, soit environ 1,4 milliard de dollars, au Plan pour une économie verte, un plan de financement visant à lutter contre les conséquences des changements climatiques.

Perspectives pour la politique canadienne

À l'aube des prochaines élections fédérales canadiennes, la possible entrée au pouvoir du Parti conservateur pourrait bien venir renforcer le secteur pétrolier au Canada. Bien que le gouvernement Trudeau ait pour l'instant entrepris un semblant de lutte contre les changements climatiques par l'instauration d'un prix sur la pollution (taxe carbone) et qu'il prévoit éventuellement de mettre en place des contrats d'assurance pour les entreprises qui investissent dans la décarbonisation afin que la taxe puisse perdurer, l'arrivée au pouvoir des conservateurs apporterait assurément son abolition. Comme le mentionne Paul Poilievre, le chef du Parti conservateur, cette taxe serait l'une des causes de l'inflation, de la hausse du coût du pétrole et des aliments, etc. et impacterait ainsi directement les citoyens canadiens.

@ Floréalréal



National

Cette dichotomie entre les deux partis entraîne une stagnation dans la lutte aux changements climatiques, car elle limite notamment les investissements des entreprises dans la décarbonisation, puisque trop risquée en raison d'une taxe qui pourrait augmenter davantage ou être abolie en vue d'un changement du parti au pouvoir. Il s'agit notamment d'une tendance qui est beaucoup moins visible au Québec, en raison d'un consensus chez les différents partis (sauf pour le parti conservateur du Québec) qui établit l'instauration définitive d'un marché du carbone et qui entraîne donc pour les différentes entreprises et investisseurs une planification efficace et des investissements dans la décarbonisation beaucoup moins risqués.

Malgré les possibilités électorales, certaines études montrent tout de même la tendance générale d'une augmentation d'investissements en provenance de plusieurs secteurs dans l'industrie fossile qui représenterait 40,6 milliards en 2024 comparativement à 39 milliards de dollars en 2023. De même, le gouvernement Trudeau continue d'approuver certains projets du secteur comme un projet d'usine flottante de gaz naturel liquéfié en Colombie-Britannique ou le projet Bay du Nord en raison notamment de retombées économiques importantes. Tout porte donc à croire que les investissements, le financement et l'approbation de projets sous le Parti conservateur augmenteraient également.

Un pouvoir questionnable

Finalement, la multitude d'investissements dans l'industrie fossile en provenance des gouvernements ou du secteur privé comme les banques, les universités ou autres entreprises montre qu'elle possède un réel pouvoir qui lui permet de protéger ses propres intérêts au détriment de la santé globale de la planète. L'impact inhérent de l'industrie fossile sur la crise climatique n'est plus à prouver et il est ainsi essentiel d'observer et de critiquer le pouvoir politique et économique qui est détenu par ces multinationales, tant au niveau national qu'à l'international, qui freine ostensiblement les différentes démarches vers la transition écologique.



Remédier à la polarisation : la trans-partisanerie nous sauvera-t-elle ?

Par Lino Juhel

Couramment, le mot « trans-partisan » se réfère à « qui cherche à dépasser le traditionnel clivage des partis en prônant des solutions susceptibles de recueillir un large consensus pour le bénéfice de tous ». Cependant, dans un sondage effectué ici, 53,6 % des individus disent ne jamais avoir entendu le mot « trans-partisanerie ». De plus, notre société témoigne d'une polarisation politique et sociale de plus en plus forte avec, comme l'expliqua Louis Bonaparte, « un clivage gauche-droite qui s'efface dans les esprits et un clivage social qui retrouve toute sa vigueur électorale ». Certains parlent encore de l'éternelle réactivation de la lutte des classes de Marx. Notre monde politique se divise, alors, en deux grandes oppositions de blocs, qui forment un « Nouvel Ordre Démocratique » : identitaires contre libéraux et élitaires contre populaires. Il nous suffit de penser aux dernières élections européennes en France pour illustrer ceci avec un bloc élitare et libéral rallié derrière la liste du parti LREM et un bloc populaire et identitaire rangé derrière le parti RN. De l'autre côté de l'Atlantique, un nouvel Al Capone émerge : Donald Trump. Il incarne le « héros antisystème » pour les Américains, reflétant leur perte de confiance envers les institutions démocratiques, comme en témoigne l'assaut du Capitole. Cette montée en puissance d'un leader charismatique selon le modèle wébérien souligne la tendance croissante de la population à rechercher un chef qui défende les intérêts du peuple contre les « élites institutionnelles ».

Quel phénomène pourrait donc nous sauver de cette polarisation, tuant à petit feu notre vie politique ? Notre échantillon, cité plus haut, nous dévie déjà de la route où Feré se rendait : « les formations généralistes », aussi appelées les partis centristes. De fait, 75,1 % des répondants expliquent que ceci ne serait pas une bonne alternative à la polarisation ni à la montée des extrêmes. Ainsi, Véronique Hivon, professeure invitée au Département de Science Politique de l'Université de Montréal, ex-ministre du Québec et députée du Parti Québécois à l'Assemblée nationale du Québec pendant plus de treize ans, nous introduit à cette notion qu'elle a tant prônée lors de son projet marqué de succès de l'aide médicale à la fin de vie : la trans-partisanerie.

Mme Hivon nous explique que la trans-partisanerie revient à transcender les clivages des partis politiques pour s'élever au-dessus de la polarisation. On nous offre ici la possibilité de redonner confiance à la population contre l'ultra-partisanerie. Cette notion permettrait de dépasser les personnalités populistes qui cherchent à extrapoler les opinions en cherchant continuellement les erreurs adverses et en se montrant comme pseudo porte-parole du peuple.



@ Zoé Decros - FdZ

L'objectif de la trans-partisanerie revient alors à l'essence même du rôle de représentant politique, en cherchant à sortir d'une bulle partisane pour travailler en collaboration avec les autres membres de partis et faire avancer les processus démocratiques dans la bonne direction.

Véronique Hivon nous explique que l'élément capital reste l'implication citoyenne afin d'indiquer aux représentants les enjeux que le peuple a à cœur dans le but d'arriver à une « politique du bien commun ». Cependant, nos systèmes politiques contemporains sont faits de telle manière que les partis cherchent constamment à véhiculer des idéologies toujours différentes et, même si la divergence d'opinions est une vertu à valoriser, la recherche constante de distinction entre partis est le Némésis de la trans-partisanerie. De fait, dans cette dernière, le but est de ne plus reconnaître les lignes de partis et d'engendrer une co-constitution des lois avec la société dans son ensemble. Ainsi, il faudrait une « déprogrammation » pour faire entrer cette notion contre-intuitive.



@ Liliane Bisson

Une approche pédagogique doit donc être entamée pour remettre en question certains conflits partisans, et Jean-Philippe Warren nous donne les conditions qui favorisent la trans-partisanerie, avec notamment des situations de crises intenses (économiques, sanitaires...) mais surtout le traitement de questions existentielles de vivre-ensemble. Ces deux situations nous amènent à fédérer l'opinion publique contre la défiance démocratique et à le pousser à prendre confiance en ses institutions.

De plus, Mme Hivon nous explique qu'être une minorité politique aujourd'hui, avec en plus des inégalités qui s'atténuent, n'est en aucun cas un inconvénient, et amène même un vent d'air frais devant des politiciens avec un bagage partisan trop lourd. On pourrait rester sceptique face à l'inertie d'un gouvernement majoritaire qui n'aurait pas intérêt à se laisser mener par des petits partis, mais cela serait oublier les nombreux avantages que la trans-partisanerie donnerait à un gouvernement, comme des bases solides et stables déjà étudiées par la multitude de partis concernée dans le processus ; facilitant le passage d'une loi et d'un consensus pour un gouvernement en quête d'approbation.

Cependant, cette trans-partisanerie est loin d'être acquise. Trop connue sous des noms comme « coalition » qui décrivent une tout autre notion, elle reste assez complexe à incruster dans les esprits qui pensent que la trans-partisanerie est une trahison de la discipline de parti et ne peut réellement engendrer des progrès efficaces et durables. Par ailleurs, on voit aussi des conflits partisans dans des comités censés être trans-partisans, à l'image des conflits entre Christine St-Pierre et Lucie Lecours sur le projet de loi 84 de l'extension de l'IVAC, sujet habituellement jugé comme consensuel.

La polarisation extrémiste est donc blessée par la trans-partisanerie déclenchée à travers le monde, mais n'est pas encore à terre, en témoignent les sondages des futures élections présidentielles américaines, avec Donald Trump comme favori grâce à son rôle de « gangster anti-héros », même si Arendt nous prévenait : « Les candidats à la dictature totalitaire commencent généralement leur carrière en se vantant de leurs crimes passés et en annonçant en détail leurs crimes futurs ».

Au Canada, Mme Hivon et d'autres nous préviennent sur la nécessité de pratiquer la trans-partisanerie sur des sujets tels que les relations avec les autochtones, la montée de la violence chez les jeunes ou le système de santé de première nécessité. Mais en conclusion, ne perdons pas espoir ! La trans-partisanerie effective dans le passé est une garantie qu'elle peut et va se reproduire. Il est nécessaire de rester optimiste pour contrer le cynisme ambiant face aux institutions internationales et nationales. Les prochaines élections européennes pourraient laisser entrevoir une fenêtre d'opportunité pour une trans-partisanerie qui dépasserait des frontières. Il faut retirer le voile mystérieux qui nous empêche d'avancer avec la trans-partisanerie, et dévoiler ses bienfaits à la population, en allant, s'il le faut, contre les partis populistes qui cherchent la rébellion populaire contre des institutions démocratiques déjà mises à mal.

Le pouvoir des images : de l'importance de la représentation dans le cinéma

Par Kalya Nzesseeu

Les films, avec leur narration captivante et leurs représentations visuelles, ont un pouvoir indéniable sur nos perceptions. Ils ont la capacité de nous faire croire en des mondes fictifs, de nous faire ressentir des émotions, et même de changer notre vision du monde. En ce sens, il est difficile de repenser le pouvoir sans réinventer nos imaginaires. Le cinéma devient, dans ce contexte, un allié de choix.

Le cinéma est un miroir. Celui de notre société. Le cinéma, en tant que médium, joue donc un rôle dans notre manière d'appréhender le réel. En effet, les narrations cinématographiques nous aident à comprendre le monde dans lequel nous vivons et ont la capacité de nous faire réfléchir différemment sur les multiples facettes de nos vies. En faisant des liens entre des mondes fictifs et le réel, le pouvoir de l'image, des symboles, et des représentations, peut nous faire comprendre comment les relations entre les gens fonctionnent et le contexte social dans lequel ils évoluent. Par exemple, un film qui traite d'enjeux de société, tels que les violences sexuelles et de genre ou les discriminations raciales, peut inciter les spectateurs à prendre conscience de ce qui se passe autour d'eux et à changer leur attitude à l'égard des autres. En ce sens, les films peuvent être une source d'éducation et d'inspiration. Ils nous donnent des exemples de comportement et nous fournissent des idées sur ce que nous devrions attendre de la vie. C'est pourquoi les scénaristes et les réalisateurs n'hésitent pas à utiliser les outils et les métaphores à leur disposition pour défendre les idées auxquelles ils croient et diffuser un ensemble de valeurs, qu'elles soient dominantes ou plus marginalisées.

Ainsi, les liens entre pouvoir et cinéma ne sont pas récents. Il est clair que le cinéma a été utilisé comme un puissant outil de propagande afin de faire accepter la guerre à la population, de fabriquer et de dénigrer un ennemi ou bien d'exalter des sentiments nationalistes. Par exemple, tout le cinéma italien de la première moitié du XXe siècle n'avait qu'un but : glorifier le régime fasciste et propager ses idéaux parmi les masses populaires. De la même manière, le régime totalitaire nazi a utilisé le cinéma et le pouvoir des images pour créer une vision dépréciative des personnes juives et faire accepter aux spectateurs l'exclusion de toute une partie de la population, ainsi que les violences à son égard.

Mais qu'en est-il aujourd'hui ? Le cinéma, que l'on a désormais tendance à envisager comme un simple divertissement, est-il toujours un outil au service du pouvoir ? Il suffit de regarder les dernières sorties pour constater que oui. Dans les salles du monde entier, l'influence du cinéma hollywoodien et de l'impérialisme culturel américain est toujours indéniable. Le cinéma, perçu comme un outil de soft power, continue donc de favoriser, même implicitement, la diffusion de normes, de valeurs et d'un modèle culturel qui façonne notre perception du réel et nos façons de vivre.



@ Kalya Nzesseu

C'est pourquoi de plus en plus de pays s'emploient à développer leur industrie cinématographique. Par exemple, la Corée du Sud, depuis les années 90, réussit avec succès à renforcer ses industries culturelles sur la scène internationale. Et le cinéma sud-coréen s'apprête à devenir un véritable concurrent d'Hollywood, après la consécration du film *Parasite* de Bong Joon-ho (qui a notamment remporté la palme d'or à Cannes en 2019 et l'oscar du meilleur film en 2020) et l'avènement des très populaires K-Drama, qui séduisent de plus en plus de spectateurs occidentaux.

La véritable question est donc : qui montre quoi ? Quels narratifs et quelles valeurs veut-on mettre de l'avant ? Car si le cinéma a le pouvoir de nous éclairer, il a également la capacité d'influencer nos imaginaires collectifs en créant des représentations stéréotypées qui enferment certains groupes marginalisés. L'image de « l'Indien », l'image de la « angry black woman », le stéréotype de la « geisha », le « délinquant arabe ou noir », etc. sont autant de stéréotypes qui renforcent des préjugés dans le réel. D'où l'importance de la représentation dans les films et les médias. D'après vous, pourquoi plusieurs petites filles noires ont pleuré lorsqu'elles ont découvert Ariel, sous les traits de Halle Bailey dans le remake 2023 de la *Petite sirène* ? Pourquoi tant de spectateurs ont aimé *Black Panther*, *Barbie*, *Sex Education* ou bien encore *La Chronique des Bridgerton* ?

Ce sont des productions culturelles qui ont en commun de mettre en scène des personnages racisés, non-valides ou appartenant à la communauté LGBTQIA +, dans des rôles moins stéréotypés, où ils retrouvent une certaine forme d'agentivité. Cette subtilité peut paraître stupide pour ceux qui toute leur vie se sont, et ont été, représentés en héros. Mais une représentation juste donne le sentiment d'appartenir à la société dans son ensemble. Sans cela, il est facile de croire que l'on n'est pas à sa place ou de se sentir dévalorisé. En ce sens, le cinéma peut devenir un outil de lutte pour les groupes marginalisés afin de repenser les dynamiques de pouvoir. En effet, la puissance des narratifs cinématographiques peut donner l'occasion de se raconter dans ses propres mots, loin des codes dominants, et de proposer d'autres récits de vie, d'autres histoires, et d'autres mémoires. Représenter une femme, une personne racisée ou une personne non-valide en position de pouvoir dans un film n'est pas anodin. Ça inspire.

Ainsi, les dimensions sociales et politiques du cinéma ne sont plus à prouver. Il a le pouvoir de conditionner notre vision du monde. C'est pourquoi, faire une place pour des voix différentes sur le petit et grand écran permet de fabriquer des images et des représentations qui participent, petit à petit, à rééquilibrer les dynamiques de pouvoir, tout en inspirant les générations futures.

Une dernière chance pour sauver l'humanité ?

L'anarchie et la condamnation du pouvoir en tant que système de domination.

Par Lola Christophe

La coercition du pouvoir n'est plus à démontrer. Il n'est pas nécessaire d'être anarchiste pour comprendre que le pouvoir pervers quiconque le détient. Qu'il ou elle pense à bien en l'exerçant, le pouvoir est en soi quelque chose qui corrompt, qui contraint celui ou celle qui en a, à en vouloir toujours davantage, même si celui-ci s'obtient et s'exerce en dominant et en opprimant les autres. L'hypocrisie du système onusien non plus n'est pas à démontrer. La promesse d'une organisation garantissant la paix semble caduque alors que nous assistons aujourd'hui en direct à des génocides, à des massacres de population ou bien encore à l'écocide. Le silence assourdissant face à tant de souffrance est inadmissible. Ainsi, je n'ai pas peur de le dire : le système doit être réformé, ou plutôt, il doit être détruit.

Il n'y a plus d'autres solutions que la révolution. N'ayez crainte et n' imaginez pas nécessairement une révolution extrêmement violente, mais pensez plutôt la révolution comme la possibilité de créer une nouvelle organisation internationale sociale et politique. La révolution ne sera jamais aussi violente que la sentence de vivre dans un système qui ne nous permet pas d'être réellement des individus libres. Ici, j'aimerais que nous repensions ensemble les structures de pouvoir et que nous nous questionnions sur les rapports d'autorité.

Idées

Je suis profondément convaincue que la véritable façon de sauver l'humanité, c'est d'agir de concert. J'aborderai ainsi la façon dont l'anarchisme permettrait l'émergence d'une société libertaire en condamnant le pouvoir et en prônant des relations entre individus libres.

L'Ana QUOI ?

J'aspire à un système qui n'associe pas l'ordre social à l'État moderne et à ses institutions, mais à un système où règne l'authentique harmonie sociale, qui réside de nature, je le crois, en chacun d'entre nous.

Si dans l'imaginaire collectif, le gouvernement est vu comme nécessaire à la vie sociale et que l'anarchisme est synonyme de désordre et de chaos, je vous affirme que l'anarchisme, c'est l'ordre par le peuple. J'aimerais donc vous inviter à déconstruire votre vision de l'anarchie. Tout d'abord, les régimes démocratiques contemporains, reposant soi-disant sur la souveraineté du peuple, n'impliquent pas l'absence d'autorité et de coercition contrairement à l'anarchie qui condamne la domination, l'autorité, la hiérarchie ou encore l'inégalité.

Aussi, la théorie du contrat social qui assure la légitimité de l'État et de son monopole de la violence témoigne d'une incohérence la plus totale. Sommes-nous des êtres si mauvais que la seule façon de garantir notre sécurité est de nous priver de certaines de nos libertés ? Je ne le pense pas. Ainsi, la démocratie prétend servir les intérêts du peuple au profit d'une petite partie qui concentre le pouvoir en ses mains. L'anarchie condamne ce « règne de la majorité » et propose donc une forme d'organisation de la société où tous les membres décident et gouvernent de manière consensuelle. Les relations gouvernantes et gouvernées se substitueront à une communauté de citoyens vivant de manière pacifique, sans avoir à déléguer une partie de leur souveraineté à une autorité politique distincte.

À bas le patriarcat !

J'aspire donc à un système international où tout rapport de domination serait aboli. Dans ce système anarchiste, la domination ne serait plus nécessaire au maintien de l'ordre. Les États autoritaires seront remplacés par une forme de coopération non gouvernementale entre des individus libres. En effet, une personne ne sera réellement libre que si celle-ci n'est sous l'emprise d'aucune forme de domination. L'idéal anarchiste ne comprend donc aucune autorité : le pouvoir, inhérent à la société, serait dans les mains de toutes les personnes, peu importe le genre. En instaurant le principe d'autogestion, l'anarchie lutte intrinsèquement à l'oppression des femmes face à la classe dominante des hommes. En luttant contre toutes les oppressions qui coexistent entre elles, elle permettra aussi la création d'un système reposant sur la libération totale de toutes les femmes. La rupture avec l'ordre patriarcal en place et le rejet de l'oppression des femmes par les hommes se fera au même titre que tous les autres rapports d'autorité. L'anarchie permettra donc la construction d'un système qui lutte véritablement pour l'abolition totale de toutes les discriminations que subissent les femmes et autres minorités de genre.

Repenser notre rapport à la nature !

Nous sommes dans l'urgence climatique. Cette urgence est le reflet du changement climatique et de ses conséquences dévastatrices. Force est de constater que l'humain causera sa propre perte. À la lumière des rapports scientifiques très inquiétants, des phénomènes climatiques extrêmes qui s'accroissent, il est temps d'agir.

Dans un système régi par le capitalisme et la croissance continue, l'être humain a complètement perdu le rapport qu'il avait à la nature, alors même que celle-ci est tout autour de lui, et qu'il a littéralement besoin d'elle pour vivre. Le rapport de domination qu'exerce l'humain sur la nature l'a totalement déconnecté de son environnement : il vient agir sur la nature comme si celle-ci était quelque chose qu'il possède. Cette idée découle en fait des rapports hiérarchiques de la société. Cette exploitation de la nature a des racines sociales auxquelles il faut s'attaquer. L'humain ne possède pas la nature et doit se rappeler qu'il est né de celle-ci.

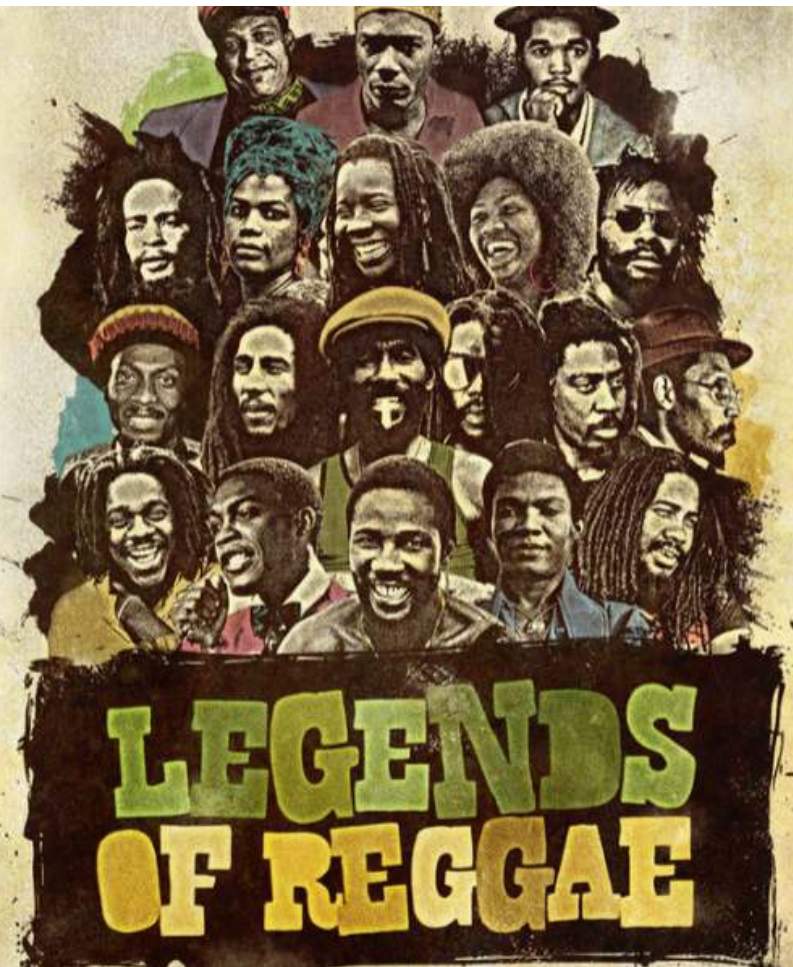
Ainsi, en combattant toute forme de domination, l'anarchie changera le regard de l'être humain sur cette domination destructive et fera comprendre à toutes qu'à chaque fois que nous contribuons à la destruction de la nature, c'est en réalité à notre propre destruction que nous portons un coup. Ce système n'aurait ainsi pas à devoir compter sur l'aide de l'État ou de quelques institutions hiérarchisées. Le réchauffement étant un problème global puisqu'il n'a pas de frontière et qu'il menace toute l'humanité, les communautés d'individus pourraient ainsi travailler ensemble à la survie de leur maison et d'eux-mêmes.

Finalement, toutes les luttes sont intimement liées. Notre libération à toutes passera par une révolution sociale qui aboutira sur l'abolition de toutes les classes et à la création d'un nouveau système international : celui des communautés où les individus s'autogéreront et vivront librement. Aucune personne ou institution ne sera plus jamais légitime qu'une autre de bénéficier de privilèges ou de contraindre par l'autorité. C'est ainsi que la paix véritable et la justice règneront dans le monde puisque les individus ne seront plus pervertis par un système coercitif, mais vivront en harmonie avec eux-mêmes, les autres et avec la nature.



Nos coups de ♥

Musique



Le reggae

Finalement pourquoi, ne pas parlez un peu de musique ? Bob Marley, Naâman, Tiken Jah Fakoly The Wailers. The Ligerians., Joe Pilgrim. Weeding Dub. Né en Jamaïque dans les années 60, le reggae s'est forgé une identité populaire, et plurielle, qui encore aujourd'hui rassemble les peuples opprimés, et marginalisés. Abordant des thèmes politiques et sociaux, par ses rimes, ses slams, et une musique balancée, le reggae a ce pouvoir de rassembler les foules, en conscientisant ceux-celles qui les écoute.

Cinéma

Les filles d'Olfa

Une mère, 4 filles, 2 parties faire le djihâd en Syrie, c'est le destin tragique de cette mère Olfa. Réalisé par Kaouther Ben Hania, et tourné en Tunisie, ce film-documentaire propose une intimité sans égal dans la vie d'Olfa et de ses deux filles. L'inventivité et l'originalité du film réside dans ce processus cinématographique casi thérapeutique. Une histoire sans filtre et dé-objectiver des dynamismes pluriels qui ont mené les deux sœurs aux Djihad. Violences conjugales, pédophilie, endoctrinement à l'islamisme radical, le film vous transperce le cœur et l'esprit, et nous invite à inscrire le cadre et l'oppression systémique en vers les femmes au sein de ces processus de radicalisation.



Nos coups de



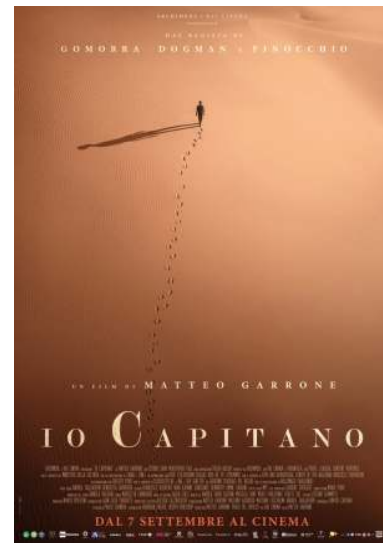
Civil War - Alex Garland

Le dernier film d'Alex Garland va faire couler beaucoup d'encre. Connu pour avoir notamment réalisé *La Plage* (2000), *28 jours plus tard* (2002) ou encore *Ex machina* (2014) et *Annihilation* (2017), Alex Garland impose encore une fois son style particulier. Dans un futur proche, une équipe de journalistes doit voyager à travers les États-Unis en pleine guerre civile pour rencontrer le Président au bord de la défaite. Le gouvernement est devenu une dictature dystopique et les milices extrémistes commettent régulièrement des actes de violence. Une force de coalition provenant des États de l'Ouest essaie de libérer le pays. Les élections américaines arrivent à grand pas et le pays est plus que jamais fracturé. Le film s'inscrit pleinement dans ce contexte. Le risque d'une guerre civile dans cette œuvre est éminemment réaliste. Chaque plan nous rappelle l'absurdité des armes, de la violence et du journalisme de guerre. Cinématographiquement, le film est une réussite tant il arrive à nous plonger dans les événements. Si vous souhaitez réfléchir à une Amérique en guerre, mêlant absurdité et plans originaux, foncez !



Io Capitano - Matteo Garrone

Lauréat du lion d'argent, *Io capitano* a récemment défrayé la chronique dans le monde du cinéma. Ce film dramatique de Matteo Garrone, raconte l'histoire de Seydou et Moussa, deux sénégalais âgés de 16 ans, qui prennent la décision de quitter leur pays pour tenter d'accéder à l'Europe. Le film, qui est une véritable odyssée de survie, nous plonge dans le chemin chaotique menant vers l'Europe. Profondément optimiste, le film souhaite nous mettre face à notre réalité occidentale. Certaines scènes sont très difficiles à regarder et la fin porte à débat, mais il est certain que le propos rencontre parfaitement les défis migratoires auquel les pays « occidentaux » doivent faire face. La majorité des pays du « bloc occidental » se radicalisent dans leur politique migratoire. Repenser le pouvoir, c'est aussi repenser les limites de nos frontières et l'accueil collectif que nous faisons aux individus. Si ce film vous a plus, nous vous conseillons aussi le très bon *Ru*, qui dans un autre registre parle de la réalité migratoire après l'arrivée dans un nouveau pays et de la difficulté de s'y intégrer.



r u - Charles-Olivier Michaud

C'est un film québécois réalisé par Charles-Olivier Michaud alors raison de plus de le voir !

Nos coups de



Livre

Femme, Race et Classe - Angela Davis

Tandis que le socialisme s'inscrit dans une nouvelle dynamique avec l'émergence des courants marxistes et maoïstes. Une nouvelle proposition féministe-marxiste apparaît dans les écrits des autrices afro-américaines. Dans ce livre, Angela Davis, cheffe de file de ce nouveau courant féministe, l'autrice inscrit la lutte féministe dans une perspective intersectionnelle. En proposant une analyse horizontale des oppressions, son livre invite le lecteur-trice à réfléchir la manière dont le patriarcat, le racisme et le capitalisme ont divisé des causes qui auraient pu être communes. Repenser le pouvoir, c'est ainsi repenser la manière dont elle agit de manière simultanée et plurielles en fonctions de son genre, de sa classe et de sa « race ».

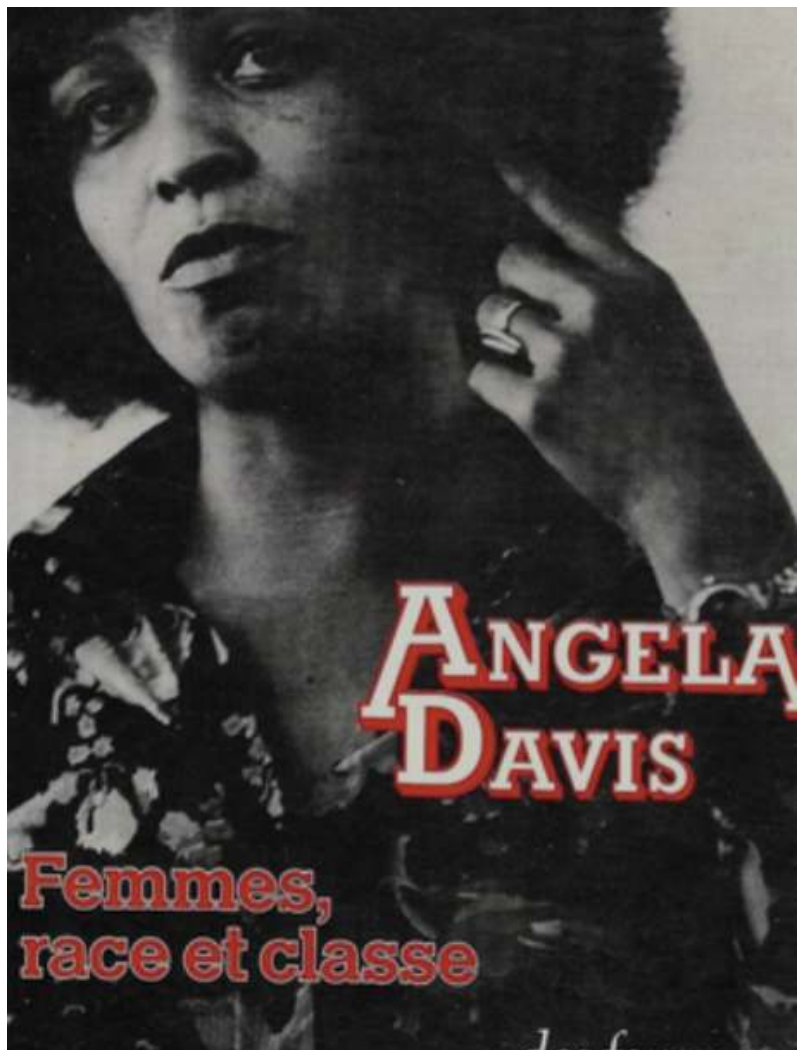
Podcast

Le percepteur

Repenser le monde empirique, ça s'initie par repenser le monde des idées. Dans ce podcast, Charles Bodin celui que l'on surnomme le Précepteur invite ses auditeurs-trices à réfléchir l'actualité nationale et internationale à travers les grand-e-s théories philosophiques de notre temps ! Repenser l'égoïsme selon Bentham ou bien la gauche selon Lénine ou De la Boétie, Le percepteur nous ouvre les portes à ce monde intelligible pour nous donner les clefs du monde actuel. Ce podcast offre la possibilité d'explorer le pouvoir des mots et de la pensée !



VOLUME II



LE POLEMIQUE

| 20

Jeux

NIVEAU FACILE

6	3	8	2	7		9		
	4		6	8			2	
	5	2	9	1				
	6			5				
5	1	4			6	2		8
				4				
			5			1		7
3	2	7	8		1	4	5	
					7		8	2

Sudoku

Remplis les cases vides de la grille avec des chiffres de 1 à 9 en veillant à ce qu'un même chiffre ne figure qu'une fois par colonne, par ligne et par région de neuf cases.

NIVEAU MOYEN

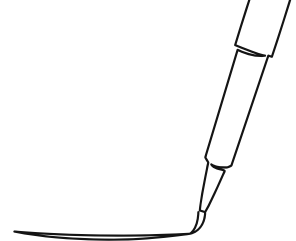
4			3	6				
7	3			2				1
	2	8				7	9	
			8		3			5
8	7		2		5			
2	5	3	1			9		
3	6							
		9	7					
			6		2			

NIVEAU DIFFICILE

	6	1		2	8	9		
							8	
	8			5				7
7	4							2
8			5	6				
				4	7		9	
6		3	4			8		5
				8			6	
5	7	8						

Générés sur SudokuTODO.com

Mots de fin



Kalya

Faire revivre le Polémique est le projet dont je suis la plus fière à l'université. Toute ma vie, j'ai été biberonnée aux Teen Movies et Teen TV show américains des années 2000, alors comme une Rory Gilmore, je ne pouvais m'imaginer étudier dans une université nord-américaine sans engagements associatifs et sans un journal étudiant digne de ce nom (encore plus en sciences politiques). Merci à tout.es ceux et celles qui ont cru au projet. Et surtout un grand merci à Zoé et Matthias qui, durant cette année, ont incorporé leur vision qui allait bien au-delà de tout ce que j'avais pu imaginer. Avec une équipe soudée, on va toujours plus loin ! Voilà ce que j'ai appris. Et j'ai été heureuse de partager cette année avec tous nos rédacteurs et rédactrices, avec les autres responsables de pôles et tous les membres du bureau. Merci d'avoir rendu toutes ces belles idées réelles. Ce n'est pas toujours parfait, mais c'est fait avec le cœur ! Et j'ai toute confiance en ceux et celles qui restent pour continuer de donner une voix aux étudiant.es de nos programmes qui ont encore tant de choses à nous apprendre sur notre monde.

Alix

Ma passion pour le journalisme, c'est par le Polémique que j'ai pu la découvrir et l'expérimenter. Un immense merci à toute l'équipe pour notre travail, qui a permis d'informer et mobiliser la communauté étudiante. À la prochaine équipe : que le succès et l'inspiration vous accompagnent !

Matthias

"Créer c'est vivre deux fois"

A. Camus

Merci alors parce que j'ai bien vécu.

Je suis immensément fier d'avoir accompli tout ce parcours avec le Polémique depuis plus d'un an à la présidence.

Reprendre le journal n'était pas gagné mais on a réussi, je pense, à faire quelque chose qui nous ressemble tous et toutes. Je suis heureux d'avoir partagé cette aventure avec Zoé et Kalya, ainsi qu'avec toutes les personnes du bureau qui ont cru au renouveau du comité.

Je pense à Emma et Lehna qui ont été les premières à nous rejoindre. Merci au Pôle vidéo qui a tenu le rythme. Bravo Marie et Noah ! Merci Alix pour tes conseils.

Merci Anastacia, merci Sarah. Merci à tous ceux et toutes celles qui ont participé cette année.

J'ai énormément appris et j'ai grandi. On a constamment essayé et on s'est toujours efforcé de garder le cap de la bienveillance. Merci à vous d'avoir participé en soutenant le travail. Pour la suite, pour ceux et celles qui continueront, régalez nous et faites mieux !

Enfin, collectivement, rappelons-nous de la nécessité de se former et de faire perdurer les comités d'informations à l'université.

Plus que jamais nous en avons besoin !

Rassemblons nous et continuons à faire des projets malgré nos différences. N'arrêtons pas de voir dans le débat, une chance.

Au revoir et merci.

À bientôt peut-être.

Zoé

Tel l'a fait Simone de Beauvoir à Jean Paul Sartre, ce message est une cérémonie non des adieux mais des mercis et des au-revoir.

Cette année, j'ai été surprise, ébahie et émerveillée par la puissance de ce journal. Les mots d'Arendt résonnent en moi enfin justement. En effet, il me semble que nous sommes parvenu à user des mots justes pour agir. Par les mots, l'image et la voix, le Polémique, et ses rédacteurs-trices ont démontré l'importance de créer une voix commune et singulière au sein de cette Université. Une voix qui s'oppose à celle des scolastiques, et qui engage peu à peu le journalisme étudiant vers une rhétorique de l'amour et du partage.

Alors, mille merci, car cette année m'a énormément fait grandir. Dans le conflit, tel l'entend Hegel, j'ai appris par l'idéalisme et la bienveillance de Matthias, la nuance et la médiation. Par la rigueur et l'esprit d'analyse de Kalya, j'ai appris que l'écriture n'était pas chose aisée. Et par l'équipe de la communication, Lena et Emma, j'ai appris à ne pas sous-estimer la puissance de la beauté, surtout quand il s'agit d'évoquer l'absurde. Par le reste du bureau, je pense ici à Alix, Anastacia et Sarah, Noah et Marie, Théo, j'ai à tout jamais gravé l'importance du pouvoir commun, et de la puissance du collectif face à l'ignorance individuelle et aux pouvoirs des tyrans.

Encore milles merci pour cette écoute, cette entraide et cette écoute qui ont fait l'objet de nos rires et nos pleurs ces dernier mois. Nos nuits blanches à éditer les mensuelles et les semestrielles, resteront une part sans égale dans cette belle aventure que je quitte déjà.

In fine, le Polémique cela aura été pour moi trois A : Amour, Action, et Activisme.

Je vous laisse sur ces mots, dont l'au-revoir est définitif mais où l'adieu est impossible, car nous nous retrouverons un jour ou l'autre, en haut des montagnes, ou dans les rues pour faire la Révolution.

Nos plateformes

Retrouvez toutes les sources des articles en scannant le QR codes



Pôle radio



Pôle vidéo



Pôle presse

Retrouve-nous sur également les réseaux :



Notre site internet : <https://www.le-polemique.com/>



Instagram : @lepolemique



LinkedIn : Le polémique



YouTube : LePolemique

L'ÉQUIPE DU POLEMIQUE

Co-rédacteur en chef :
Matthias Baptista

Co-rédactrice en cheffe :
Zoé Decros

Membres du bureau : **Kalya Nzesseu, Anastacia Ryckebusch, Sarah Colombini, Marie Darbier, Alix Beaupré, Noah Villemant**

Direction artistique et production :
Lehna Dahdouh

Direction artistique et production :
Emma Barralon-Papais

